

LE SYSTÈME SOVIÉTIQUE ET SON IMPLOSION

En Russie, les rapports entre la société et l'État ont toujours été conflictuels, mais la résistance au pouvoir central a changé de formes, comme dans le reste du monde chrétien et occidental : révoltes populaires, révolutions, coups d'état ont alterné depuis le XVII^e siècle, et la répression a toujours été dure, qu'elle s'appelle *Katorga* sous le tsarisme ou *Goulag* à l'époque stalinienne. On a pu dire que la Russie était le pays du « citoyen impossible » (S.C. Ingerflom, 1991).

Alternativement, le pays a connu des périodes de *consensus* qui secrétaient des transformations internes, sociales, culturelles lesquelles, elles-mêmes, déterminaient des changements brusques et profonds comme l'Histoire en a peu connus : déjà au milieu du XIX^e siècle, Herzen prophétisait que « la Russie ne ferait rien à moitié ». De fait, la révolution de 1917 a été la plus systématique de tous les temps ; et, après la longue ère du consensus stalino-brejnevien, la *perestroïka* et ses suites ont abouti à un effondrement quasi total du régime soviétique.

On note d'ailleurs les mêmes expressions dans la presse de 1917 et dans celle de 1993 : « la loi n'est plus la loi », « le pays se gouverne tout seul », « nous ne servons plus à rien » (en 1917, les professeurs, les popes et les fonctionnaires ; en 1993, les professeurs et des institutions du Parti), « l'armée se décompose », « la production s'effondre », etc. Aujourd'hui, l'homme d'affaires étranger ou l'observateur ne savent plus qui gouverne, qui décide ; ils ne comprennent plus comment fonctionnent l'État et la société alors qu'à l'ère brejnevienne tout paraissait si clair : l'URSS était, disait-on, une société totalitaire, immuable et intransformable. De leur côté

les Russes jugent également que la Russie n'est pas gouvernée; et ils ajoutent que décidément ce pays ne sera jamais « normal »; normal, le terme le plus employé dans le vocabulaire politique et qui renvoie à une image idéale de l'économie et de la société occidentales (Dina Khapaeva).

Pourtant, certains signes mériteraient de corriger quelque peu ce tableau. Les artistes, sportifs, savants russes figurent toujours, comme auparavant, au haut du pavois. À Moscou, le métro marche au métronome, et cette cité compte moins de mendiants que Londres ou Paris, mais ils y disposent d'une école d'art dramatique (pour s'y perfectionner) et ce n'est pas du cinéma... Tout est désorganisé, certes, mais c'est une désorganisation qui tourne. Tout comme se reconstitue l'Empire, au moins en partie, ce qui est une autre question. Et cette désorganisation, ou plutôt ces dysfonctionnements, perpétuent ceux d'hier et même d'avant-hier. Comme en 1916, les trois quarts des produits de l'industrie vont toujours à l'armement; et aujourd'hui, la Russie garde sa deuxième ou sa troisième place dans les ventes d'armes au Tiers-Monde et à la Chine; le reflux est réel mais guère plus qu'en France ou aux USA.

Et puis, l'a-t-on assez remarqué, au milieu de ce désordre, il en existe un autre, qu'on n'évoque pas, qu'on n'explique jamais : en Russie, il n'y a pas de grève, ou si peu, même si depuis cinq ans on en fait planer la menace; il y en a eu dans les charbonnages, certes, mais relativement peu, et pratiquement pas ailleurs. Or ce n'est ni la Tcheka, ni le Guepeou, ni le KGB cette fois, qui brisent ou préviennent ces grèves par la terreur.

Alors comment expliquer ces phénomènes ?

Pour en rendre compte sur un siècle et demi, la vulgate occidentale, et la vulgate anti-communiste ont toujours mis en avant des facteurs extérieurs à la Russie. Ainsi, on expliquerait le coup d'état (manqué) des Décembristes par les guerres contre Napoléon, alors qu'en fait ce sont les idées des Lumières qui animent les opposants à l'autocratie; on observe le même schéma explicatif pour les réformes d'Alexandre II, au vrai dues autant à l'esprit du temps qu'à la défaite russe pendant la guerre de Crimée. Ce qui est vrai en 1825, 1854, 1905 et 1917. C'est que la pression des événements extérieurs donne une possibilité à des mouvements sous-jacents d'exploser. On assiste au même phénomène en 1985 où la course aux armements avec les USA et plus encore la mondialisation de l'économie auraient été le facteur qui conduisit à opérer les réformes Gorbatchev, alors qu'en vérité l'exigence d'un renouveau politique se faisait sentir depuis longtemps et qu'elle était le produit d'un mouvement social sous-jacent.

L'idée, dont nous voudrions rendre compte ici, est la suivante : ce sont les transformations de la société qui ont prédéterminé la disparition de l'État soviétique, — les facteurs extérieurs ne jouant qu'un rôle accélérateur. Quant à la disparition de l'Empire qui s'est greffée sur cette transformation, elle est le fait d'une implosion de l'URSS plus que d'une explosion centrifuge, — même si dans les Pays baltes notamment, le vœu existait de cette séparation, mais platonique : « ne rêvons pas... » disaient les Estoniens. Ainsi, l'Empire n'a pas éclaté, de par l'action de ses populations « coloniales », musulmanes essentiellement comme le pensait Hélène Carrère d'Encausse; il a implosé d'une crise née au sein de la nation dominante, la Russie; le diagnostic

de l'auteur de *l'Empire éclaté* n'en a pas moins eu le mérite de mettre le doigt sur un phénomène que les soviétologues voulaient ignorer. L'hypothèse proposée ici consiste à se demander si les événements d'URSS et de Russie ne constituent pas une révolution sociale et culturelle, par en haut, qui a désacralisé le système et aurait été relayée par une révolution politique, laquelle a abouti, elle-même, à l'implosion de l'Empire.

Des caractéristiques du régime soviétique

Pour comprendre les origines de la *perestroïka*, rappelons d'abord quelques traits structuraux du régime soviétique en commençant par mettre fin à trois mythes, à trois légendes. D'abord la croyance, héritée de la vulgate trotskiste, que le régime est devenu totalitaire à l'époque de Staline, alors qu'en fait, ces racines-là datent de l'époque de Lénine; ensuite, l'idée que le parti bolchevik, lui seul, est responsable de la nature de ce régime, alors qu'en fait la terreur est aussi bien venue d'en bas, sans impulsion du parti communiste, notamment dans les campagnes; enfin, que c'est le principe du parti unique qui est à l'origine de la dérive anti-démocratique, alors qu'en fait, c'est le contrôle des partis, puis d'un seul sur les autres institutions qui bloque la vie politique et conduit au totalitarisme.

Les traits originaux du régime soviétique sont au nombre de quatre.

— D'abord, la *bolchévisation* de la société qui se fit, au départ, démocratiquement, devant les échecs du gouvernement provisoire; puis par contagion révolutionnaire, avec le ralliement de socialistes-révolutionnaires de gauche, d'anarchistes, etc.; puis, par manipulation, au travers de la mise en place de personnalités sans ancrage politique à des postes « éjectables »; enfin, par la violence institutionnelle et l'élimination des minoritaires, ou par la force physique: expulsions, exécutions sommaires. En 1921, ce processus avait abouti à la disparition et à l'interdiction de tous les partis politiques; seul le parti bolchevik était légal.

— Ensuite, l'*institutionnalisation du parti* comme institution dirigeante, par une décision des soviets de 1919, selon laquelle un citoyen appartient d'abord à son parti, avant de dépendre de son soviet, de son syndicat, etc. Cette suzeraineté du parti fut inscrite dans la constitution soviétique (article 6), et elle se perpétua jusqu'à ce que Gorbatchev y mit fin. L'État et les autres institutions furent alors l'objet d'une réévaluation de leurs rapports avec le parti.

— Le troisième trait n'est pas par essence bolchevik — il tient aux pratiques de la démocratie représentative — mais le parti bolchevik le poussa à sa limite extrême: il s'agit de la *bureaucratisation* des institutions. Cela signifie d'abord la colonisation du Bureau des institutions par une autre institution — par exemple des membres des partis politiques au Bureau des syndicats; à qui ceux-ci obéissent-ils? Ensuite la représentation de différentes institutions au Bureau des autres: par exemple des représentants des syndicats et des partis (dès avant Octobre) au Bureau du Soviet des comités d'usine, au Bureau des soviets des comités de quartier, etc. Pro-

gressivement, une institution est ainsi gangrenée par les représentants d'autres institutions, et elle perd une partie de son identité, de son autonomie.

— Le quatrième trait est la *plébéianisation* du pouvoir due à la montée, dans l'appareil d'État, d'éléments populaires issus de la Révolution de 1917. Ainsi s'est formé, dès février 1917, un groupe social nouveau, ces « apparatchiks » qui présidaient les comités de quartier, animaient la Garde rouge, figuraient au bureau des soviets locaux, etc. Ces éléments populaires n'avaient pas d'appartenance politique particulière, mais ils se greffèrent sur le parti bolchevik pour consolider leur position, voire « ne pas retourner à l'usine ». La direction du parti n'était en rien prolétarienne — sauf Chljapnikov — : elle trouva, dans ces éléments populaires, l'embryon d'un appareil d'État à la base, qui, peu à peu, se substitua aux anciens fonctionnaires tsaristes, suspects, et qui furent ainsi chassés, à l'occasion de purges, par ces éléments venus d'en bas et qui montèrent ainsi dans l'appareil d'État. Ils se substituèrent même aux enseignants, militaires, ingénieurs, etc., dénommés *spets* (spécialistes), et pénétrèrent ainsi les plus hautes sphères institutionnelles. Cette expulsion de l'ancienne bureaucratie et des cadres « bourgeois » était ainsi achevée à l'aube de la deuxième guerre mondiale; et pendant ce temps, la direction du parti s'était entre-déchirée; en 1940, des dirigeants qui avaient accompli 1917, tous étaient morts, sauf Staline et Molotov. Déjà Kroutchtchev incarnait cette plébéianisation des sommets de l'État. Ce dernier trait rend compte de la remontée des valeurs traditionnelles au sein de l'État soviétique, qu'on a volontiers dénommé « réaction stalinienne » : abolition des lois émancipatrices de la femme dès 1926, culte de la patrie russe aux débuts de la grande guerre « patriotique », rejet de l'art d'avant-garde, etc.

Le démantèlement

Toute une série d'effets « pervers » gangrenèrent le système. Le premier effet pervers est lié à l'institutionnalisation et à la sacralisation du parti qui contrôle toutes les autres institutions; paralysés, les citoyens n'osent plus rien entreprendre et les appels du régime à leur initiative restent vains. Dès l'avant-guerre, en plein stalinisme triomphant, le pouvoir concède aux syndicats une liberté d'action sur un terrain qui paraît dérisoire eu égard aux aspirations « révolutionnaires » du mouvement à l'aube du siècle : il les laisse gérer les congés de maladie, les post-cures des patients que le régime a pris en charge. Pierre et Marie Lavigne ont bien vu que, dès 1936, les syndicats élargissent cette brèche et se créent une vraie zone d'action autonome en s'assurant le contrôle des hôtels, des transports, etc. Or ces aires d'autonomie se sont lentement multipliées — dans les sports, le cinéma même, et peu à peu des ensembles organiques complexes — la gestion de l'armée entre autre — se rendent autonomes de fait, sinon de droit. (Sont autonomes également des zones de résistance à la soviétisation, qu'Alain Blum a bien identifiées en démographie : la stabilité des mariages en pays balte, l'absence de divorces en pays d'islam, et par ailleurs la survie de fêtes, même transfigurées et qu'a analysées Christel Lane).

Toutes ces « zones », acceptées ou tolérées, effet pervers ou pas, ont contribué au développement d'un *consensus* qui rend compte du peu d'écho que pouvaient rencontrer les dissidents; mais l'essentiel n'était pas là.

Le principal effet « pervers » est associé aux effets de l'éducation et de l'enseignement de masse, qui, en trois ou quatre décennies ont « fabriqué » trente cinq millions de cadres techniques. Intégrés, ceux-ci n'étaient en rien contestataires, et leurs connaissances avaient été mises à l'abri des idées occidentales. Les plus doués n'en raisonnaient pas moins, et on a pu constater que dans les instances du Soviet suprême, vers 1980, les ouvriers, qui constituaient 24 % des effectifs présents à l'avènement de Gorbatchev ne rédigeaient pourtant que 12 % des rapports, et 6 % des rapports destinés au Praesidium ce qui était le signe de leur lente élimination des activités de direction — ou d'un désintérêt pour l'engagement politique. Ce qui confirme ce diagnostic est leur quasi non-participation à la campagne électorale de 1989, où ce furent essentiellement des cadres, des architectes, des ingénieurs, des savants, qui prirent la parole, la catégorie « *intelligentsia* » faisait son apparition dans les classifications et statistiques.

Autrement dit, alors que les années vingt avaient vu une poussée venue d'en bas, plébéienne, ravir les places tenues par l'ancienne bureaucratie, formée à l'époque tsariste, les années soixante-dix virent se produire une poussée des couches sociales éduquées qui prenaient peu à peu la relève des bureaucrates d'origine populaire; les membres de ces nouvelles élites étaient les descendants des précédents, mais la politique scolaire et scientifique du régime stalinien les promouvait lentement aux sommets de l'État.

C'est ce phénomène que nous avons appelé la *dé-plébéianisation* du régime.

Gorbatchev incarne cette catégorie sociale de dirigeants qui ont été urbanisés, instruits mais dont les parents étaient encore de souche paysanne ou prolétarienne.

On comprend que pour ces nouvelles élites, l'appétit du pouvoir se combinait avec la nécessité d'une carrière orthodoxe sans pour autant croire que le marxisme-léninisme était la science qui, seule, avait permis de gagner des Nobel et de construire le Spoutnik. Déjà, pendant les années soixante-dix, on avait commencé à dire que les « techniciens », les « technocrates » critiquaient l'incompétence d'un certain nombre de dirigeants du parti. L'idéologie bolchevik ne tenait plus la route dans une société où les écrits des dissidents constituaient la lecture privilégiée, bien qu'interdite, des savants de Novo-Sibirsk, Sakharov entre autres. Frottée à cette autre culture interdite, celle de l'Occident pourtant nécessaire aux progrès des sciences et des techniques, la nouvelle *intelligentsia* s'est entièrement débolchévisée; et plus encore, ses couches les plus jeunes dont la contre-culture apparaît un danger dès l'époque khrouchtchevienne (Martine Godet).

C'est ce contexte qui explique, qu'impossible à l'époque de Krouchtchev, parce qu'aucun support social n'existait, les réformes politiques et libérales de Gorbatchev ont pu s'effectuer vingt ans plus tard, quitte à ce qu'elles soient dépassées par leur propre mouvement, ce qui a abouti à la chute du régime communiste et à la désintégration de l'URSS.

Désigné par le parti comme successeur d'Andropov, son maître, et de Tchernenko, Gorbatchev entendait réformer le régime dans un esprit comparable à celui du Printemps de Prague,

même s'il ne voyait pas la ressemblance entre les projets de Dubcek et les siens. L'initiative partait en effet du parti et l'expérience n'avait rien de commun avec celle de *Solidarnosc*, même si elle devait aller aussi loin. Très vite la libéralisation signala la rupture d'avec la politique d'antan — libération de Sakharov, fermeture des camps, presse libre, etc., mais celle-ci n'était crédible que pour autant qu'elle serait confortée par des mesures spectaculaires dans les démocraties populaires, — ce qui fut fait, Gorbatchev laissant les Tchèques, les Hongrois, les Allemands de l'Est, s'émanciper et reconnaissant la chute du Mur de Berlin et l'unité allemande.

Malgré l'aide apportée par l'Occident, et les concessions faites sur le plan du désarmement, les réformes économiques n'aboutissaient pas, paralysées par la machine bureaucratique hostile au changement. Gorbatchev voulut alors briser cette résistance en la tournant par une réforme politique qui, en modifiant la structure du pouvoir, permettrait le passage imposé à une économie mixte, seule susceptible de satisfaire aux besoins de la consommation; jamais, en effet, les magasins n'avaient été aussi vides.

En stigmatisant les excès du parti communiste, les carences des syndicats, l'impuissance des soviets, Gorbatchev donnait la clé de ses réformes : elles visaient à dénouer la courroie qui liait les différentes institutions au parti pour que celles-ci retrouvent leur identité d'origine. Ainsi fut ressuscité le pouvoir des soviets locaux, fut rendue à la base des institutions leur capacité à émettre des opinions, voire à agir — ce qui était une remise en cause des excès du centralisme démocratique. Surtout, il *départit* l'État en abolissant l'article 6.

La mise sur pied d'élections libres, où encore un seul parti était légal, mais où il était possible de se présenter en dehors de lui, constituait le premier grand pas vers un fonctionnement démocratique, à l'occidentale.

Déjà, une partie du mouvement réformateur jugeait timorées ces réformes — que l'Occident saluait quand il ne refusait pas d'y croire. Boris Eltsine critiqua le parti en se faisant élire président de la République de Russie, alors que Gorbatchev président des Soviets de l'URSS ne se présentait pas, sa légitimité venant de sa nomination à ces fonctions par le parti. Ensuite, Eltsine dissout le parti en Russie, un acte inouï qu'il faisait suivre d'un autre, la proclamation de la souveraineté de la Russie dans l'URSS.

L'idée de Gorbatchev était de privatiser une partie de l'économie en gratifiant ses dirigeants, qui deviendraient ainsi les patrons, au sens occidental libéral, des entreprises qu'ils gèreraient. Or, devant la montée des mouvement nationaux, qui menaçait, Gorbatchev voulut reconsidérer la structure de l'URSS par une convention novatrice, le traité de l'Union. Qu'il soit signé, et avec l'autonomisation des Républiques, avec la souveraineté de la Russie, suivie de celle des Pays baltes — les magnats seraient privés de la réalité de la conversion économique qui devait assurer la pérennité de leur pouvoir.

Ce qu'on a dénommé le putsch de 1991 avait pour objet de mettre fin à ce processus. En fait il s'agissait d'un coup d'État, pour autant qu'agissait contre Gorbatchev, mis sous surveillance en Crimée, presque toute la tête de l'appareil d'État, depuis la direction du KGB jusqu'au président du Soviet suprême. Ce qui explique l'échec du coup d'État, fut que la décomposition

de l'État était déjà si avancée que rien d'effectif n'a pu se nouer contre les démocrates, qui, derrière Eltsine, se mobilisaient et tenaient la rue. La tentative reproduisait le modèle de la crise de 1964 quand Brejnev et les siens s'étaient contentés d'isoler Krouchtchev — mais en 1991 l'opinion participa aux événements; reproduisait aussi le schéma du putsch manqué de Kornilov, en 1917, en ce sens que Gorbatchev s'était entouré de ceux qui freinaient son mouvement pour les mieux contrôler, et qu'il avait surestimé, comme Kerenski, sa capacité à gérer la situation; en outre, comme Kerenski fut sauvé par plus réformiste que lui, Eltsine jouait dans ce schéma le rôle des bolcheviks.

Sauvé dans ces conditions, le pouvoir de Gorbatchev n'était plus qu'une apparence. En proclamant alors chacune leur souveraineté, les Républiques vidaient le pouvoir du secrétaire du parti de toute réalité; faute de la présence de la Russie et des républiques, il ne pouvait y avoir de traité de l'Union, et le président de cette Union n'avait plus qu'à démissionner.

Globalement, on peut ainsi considérer que l'intelligentsia et une partie des cadres supérieurs de l'État avaient détruit les fondements théoriques du régime, que Gorbatchev et Eltsine avaient détruit ses structures politiques — avant que Gaidar ne mette fin au *Welfare State* qui était la caution d'un consensus social.

L'implosion de l'empire

Dans la tourmente, et comme par inadvertance, l'Empire s'était auto-détruit.

Le moment décisif de sa décomposition avait été la proclamation par Eltsine, président de la Russie, de la souveraineté de la Russie, souveraineté à l'intérieur de l'URSS. Acte inouï, dont on a mal mesuré la signification et la portée. Cela revenait en quelque sorte à sortir la France de l'Union française, la Grande-Bretagne de l'Empire britannique. Il est clair que le but d'Eltsine était de vider le pouvoir de Gorbatchev de son contenu, mais aussi de donner une satisfaction aux militaires: devant les abandons de la politique soviétique en matière nucléaire et surtout en Europe de l'Est, craignant la dérive nationaliste de républiques telles que l'Arménie, la Géorgie ou les Pays baltes, Eltsine prenait les devants. Ce serait la Russie qui déciderait avec quelles Républiques elle demeurerait fédérée, ce qui prévenait la stratégie défensive d'un traité de l'Union et donnait à l'armée le beau rôle. En outre, les Républiques à volonté sécessionniste y trouvaient leur compte, alors qu'auparavant, elles n'y croyaient pas: « il ne faut pas rêver », disaient les Estoniens.

Ces données rendent compte du fait que l'armée n'a pas abandonné Eltsine et que, pendant longtemps, il a joui d'une certaine popularité hors même de Russie, dans les Républiques.

Cela ne signifie pas qu'Eltsine ait souhaité, plus que Gorbatchev, le démantèlement de l'URSS. Mais jouer cette carte favorisait son jeu, la marche vers le pouvoir, une attitude radicale en tous points, mais à objectif unique: « il n'y a place que pour un dans un fauteuil », expliquait-il à l'auteur de ces lignes.

Les événements de Tchétchénie témoignent de l'ambiguïté de sa position.

Jusque-là, en effet, la « décolonisation » de l'Empire s'était effectuée sans à-coups. Il est vrai que les Républiques musulmanes ainsi que la Géorgie et l'Arménie se gouvernaient pratiquement elles-mêmes avant 1986, en ce sens qu'en Tadjikistan, communiste ou pas, le commissaire de police était tadjik, le juge tadjik, le secrétaire du soviét, tadjik comme le président du kolkhoze, etc.

Une situation qui n'a rien de commun avec le statut, disons, des Arabes en Algérie à la veille de la guerre d'indépendance. La volonté sécessionniste n'existait que dans les Républiques de confession chrétienne, de l'Arménie aux Pays baltes mais elles n'osaient y croire. La résistance musulmane à la soviétisation était de nature différente. Elle se faisait sentir par l'âpreté des communautés non russes à occuper postes et fonctions stratégiques — pas seulement à Alma Ata ou Tachkent, mais à Moscou. Obtenir des postes et des crédits au sommet, et des postes sur le territoire, constituait la base des rapports politiques entre les Républiques et le Centre. Il existait ainsi ce que nous avons appelé une sorte de *séparatisme inversé*. Celui-ci n'excluait pas le lent exode des Russes des Républiques vers la Russie. La décolonisation a ainsi précédé l'indépendance. Cette dernière a également déstabilisé les sociétés traditionnelles, ce qui explique que leurs cadres n'ont pas toujours été favorables au changement.

Au reste on peut observer que, traité de l'Union ou pas, CEI ou pas, de nombreuses Républiques renouent des liens ancestraux avec la République de Russie : la Biélorussie d'abord, mais aussi le Turkmenistan, le Kazakhstan, la Géorgie, l'Arménie. Souvent, c'est l'hostilité au Centre qui a revivifié le nationalisme, notamment en Tchétchénie. Car cette hostilité se retrouve aussi bien chez des Russes, en Oural ou en Sibérie par exemple — et dans ce dernier cas ce sont des nationalités « à petits effectifs », les Evenkes, qui réclament un cadre russe, c'est à dire pas sibérien. La tendance des « experts » occidentaux à l'ethnisation des problèmes conduit aisément à une méprise sur la nature des conflits en cours en Russie et dans l'ex-URSS.

L'Empire fait penser à un continent qui aurait été atteint par une secousse sismique, mais en bien des lieux, les lèvres de ces fissures se resserrent.

Quant à la société russe, qui ne comprend plus le sens de l'Histoire et a perdu à la fois ses repères et ses recours, elle a été successivement victime de l'illusion démocratique, du mythe du marché, de la libération des prix, de la spoliation de l'épargne, de l'hyper-inflation.

Entre pauvres et riches, la distance est désormais infranchissable, que ces nouveaux riches soient ou non gangrenés par la mafia, qu'il s'agisse ou non d'apparatchiks qui ont mis la main sur le patrimoine de l'État.

Naguère, le parti était la cellule et le cadre du système. En tant que tel, il a disparu mais surnagent ses réseaux. Survivent également les entreprises, ces cellules, qui figurent la continuité la plus concrète avec l'ancienne vie. Elles constituent comme un « cocon » (Meryem Desert). Qu'il s'agisse d'usines ou d'écoles de danse, de laboratoires ou de clubs sportifs, s'y retrouvent employés, directeurs, syndicats. On y mange, on en vit et on y vit.

Or fait-on grève à la maison ?

Est-ce un nouveau système qui se met en place, un non-système? Certainement pas, tellement grande est la fluidité de la situation... Est-ce dire que ce pays ne sera jamais « normal », comme le disent les Russes? Plus les années passent, depuis la *perestroïka*, et plus ils s'aperçoivent que l'idéal occidental est non seulement un mythe mais aussi une illusion. L'incertitude et la crise qui règnent à l'ouest, la ségrégation des exclus, autant de traits qui font mesurer l'écart qui se creuse entre une certaine idée de la normalité et sa réalité. D'où la remontée, en Russie, des Rouges, aussi bien des Rouges-Bruns, mais aussi de ceux qui renouent avec l'idée d'une voie spécifique de la Russie vers un ordre meilleur. Certes, l'idée de démocratie n'est pas étrangère aux Russes, il s'en faut. Bien au contraire, ils en ont connu toutes les figures : la lutte pour son instauration, le régime parlementaire pseudo-représentatif avec la Douma, la démocratie directe des Soviets, la capture de la démocratie par les partis, puis par un seul d'entre eux. On a le sentiment qu'ils pensent que la démocratie est un idéal souhaitable mais volontiers inopérant, sauf pendant les périodes calmes de l'Histoire.

Or l'avenir semble ouvert aux turbulences. L'idée des Russes serait plutôt de décentraliser le pays pour sauvegarder les chances d'une autonomisation des projets, des réalisations, des régions des libertés; pour que chacun puisse aussi cultiver son jardin. Toutefois, entre une idée, et ses chances de devenir une réalité, il existe un écart : celui de l'Histoire.

PARIS, 1995.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BERELOVITCH, Alexis, DESERT, Meryem, *Les Syndicats en Russie*. Paris, La Documentation française, 1994.
- BERELOVITCH, Alexis, WIEVIORKA, Michel, *Les Russes d'en bas*. Paris, Le Seuil, 1996.
- BLUM, Alain, *Naître, vivre et mourir en URSS*. Paris, 1993.
- DESERT, Meryem, « L'Entreprise », in *État de toutes les Russies*. Paris, La Découverte, 1993.
- État de toutes les Russies*, sous la direction de Marc FERRO et Marie-Hélène MANDRILLON. Paris, La Découverte, 1993.
- FERRO, Marc, *Les Origines de la perestroïka*. Paris, Ramsay, 1990.
- GODET, Martine, « Un cas de censure dans l'URSS de Krouchtchev », in *Annales*, 4, 1996.
- INGERFLOM, C.S, *Le Citoyen impossible*. Paris, Payot, 1991.
- KHAPAEVA, Dina, *L'Image de l'occident chez l'homme d'affaires russe*. S.d. (en russe).
- LEWIN, Moshe, *La grande mutation soviétique*. Paris, La Découverte, 1989.
- MANDRILLON, Marie-Hélène, *La Crise sociale en Russie*. Paris, La Documentation française, 1995.
- SAPIR, Jacques, *Le Chaos russe*. Paris, La Découverte, 1996.